

La crise actuelle interpelle les économistes

Mohamed Tlili HAMDJ

Maître assistant en économie à l'Institut Supérieur d'Administration des Affaires de Sfax et chercheur à l'Unité de Recherche en Economie et Développement, Université de Sfax.

Ibtissem OMRI

Doctorante à l'Unité de Recherche sur la Dynamique Economique et l'Environnement (URDEE), Université de Sfax.

Résumé : L'objectif de ce travail s'attache à montrer comment la crise actuelle a interpellé les économistes. Un bon nombre d'économistes suppose que la théorie néoclassique a contribué au déclenchement de la crise actuelle. Basée sur des hypothèses inhérentes à la capacité d'autorégulation des marchés considérés « *efficients* » et la rationalité des agents économiques, cette théorie a favorisé la production des modèles de gestion du risque. Ces derniers ont conduit à la prolifération de produits dérivés toxiques sur le marché financier. Pour ces raisons, cette théorie n'a pas prévu la crise. Dans un autre extrême, les économistes de gauche n'ont pas vraiment proposé des solutions pratiques. Il est difficile de rompre à court terme avec un capitalisme mondialisé. Entre ces deux extrêmes, s'interposent les keynésiens proposant ainsi des solutions pratiques qui ont inspiré les principales recommandations des G20. Ces solutions recommandent l'intervention des banques centrales, des organismes internationaux et l'élaboration des plans de relance par les Etats. Les résultats de ces interventions ne sont pas encore satisfaisants et ces plans de relance sont très critiqués ; ils représentent des solutions de court terme adressées à des problèmes de long terme. Contrairement à la crise des années trente qui était à l'origine de l'apparition d'une nouvelle théorie, cette crise est caractérisée par le retour des anciennes théories. Donc, de ce point de vue, la crise actuelle a interpellé les économistes et a mis en cause en quelque sorte leur profession.

Mots-clés : crise financière actuelle, les économistes de gauche, les économistes néoclassiques, les économistes keynésiens.

Introduction

La crise financière actuelle déclenchée depuis deux ans est transformée en crise économique¹. Elle s'est manifestée par un important chômage et une déflation avec un dysfonctionnement du système de formation des prix. Cette crise a interpellé les économistes, en impliquant la théorie néoclassique dans son déclenchement, tout en soulignant les limites des autres alternatives dans son dépassement. Autrement dit, la profession des économistes est en quelque sorte mise en cause.

La responsabilité de la théorie dominante dans la crise actuelle est justifiée par ses hypothèses, ses croyances et ses convictions. Depuis les années soixante-dix du siècle dernier, le monde financier est dominé par la théorie financière qui suppose que les marchés des capitaux sont efficaces et que ses acteurs sont rationnels (Fama (1970)). Elle suppose aussi la capacité des différents modèles développés dans la gestion du risque. En parallèle, le monde réel est dominé par la nouvelle macroéconomie classique fondée par Barro, Lucas, Sargent et Wallace. C'est une macroéconomie qui représente un prolongement du monétarisme de Friedman et Hayek des années soixante et qui suppose la rationalité des agents économiques. Cette théorie cherche à expliquer les fluctuations économiques par l'optimisation des comportements des agents économiques et elle a inspiré les politiques néolibérales pratiquées par Reagan et Thatcher. Avec cet esprit et idéologie, la théorie dominante n'a pas anticipé la possibilité du déclenchement de la crise.

La théorie marxiste est devenue d'actualité dans l'explication de la crise actuelle, mais elle n'a pas donné des solutions pratiques d'aménagement du système capitaliste. Les économistes de gauche ont proposé le rejet de la totalité du système. Une proposition qui semble difficile dans un contexte de mondialisation et à court terme. La théorie keynésienne qui a été négligée avant le déclenchement de la crise est soumise par la théorie néoclassique, a changé de dimension pour offrir aux institutions internationales et aux États les outils nécessaires dans la gestion de cette crise. Elle est pour la relance de l'activité économique avec une coopération internationale et une gouvernance internationale de la sphère financière ; ce sont des mesures qui représentent les recommandations des multiples réunions des G20. Les résultats de ces interventions ne sont pas encore convaincants et sont très critiqués notamment par un bon nombre

¹ Concernant le déclenchement de la crise, ses causes et son évolution, voir la synthèse présentée par Labidi (2008).

d'économistes américains dont essentiellement Robert Barro (2009) et Gregory Mankiw (2009).

Afin de traiter cette problématique, nous organisons notre travail en trois sections. La première s'attache à clarifier la responsabilité de la théorie néoclassique dans le déclenchement de la crise. La seconde tourne au tour des limites des propositions avancées par les économistes de gauche, essentiellement en termes de pratique. Quant à la dernière section, nous allons essayer de souligner les limites des propositions keynésiennes relatives aux résultats.

I. La théorie dominante : grande responsabilité dans le déclenchement de la crise

Depuis le début des années soixante-dix, la finance est basée sur l'hypothèse de l'efficience des marchés (Fama (1970)). Cette hypothèse suppose que les acteurs du marché (investisseurs et managers) sont rationnels, et les prix des actifs (actions et obligations) sont « efficaces », car ils reflètent toute l'information disponible. Ainsi, la vision keynésienne des marchés financiers « casino » et la spéculation à court terme ont été remplacées par la théorie de « *l'efficience des marchés* ». (Krugman (2009)).

En parallèle à cette sphère financière, la sphère réelle fonctionne selon le paradigme néo-libéral ; une idéologie politique et économique qui était fondée théoriquement par Friedman et Hayek au cours des années soixante. Cette approche est approfondie par les nouveaux classiques, notamment Barro, Lucas, Sargent et Wallace au cours des années soixante-dix par l'introduction de l'hypothèse des anticipations rationnelles dans l'analyse de la politique économique conjoncturelle. De ce point de vue, ils supposent l'existence d'un niveau naturel pour le chômage et une courbe de Phillips verticale. Ils croient alors aux vertus du marché expliquant ainsi les fluctuations économiques par des simples réactions optimales des agents économiques rationnels à des chocs exogènes, monétaires ou réels. L'Etat ne doit plus intervenir désormais.

Cette idéologie d'ultralibéralisme a été valorisée sur le plan pratique par les politiques des présidents Reagan et Thatcher².

² En réalité, la crise n'est pas attribuée uniquement aux néo-libéraux, mais aussi aux socio-démocrates. C'est un fait établi, aux Etats-Unis, la dérégulation financière porte à l'origine la signature de B. Clinton, en Grande-Bretagne de T. Blair, en France de L. Jospin et en Allemagne de G. Schröder.

Ce paradigme néoclassique domine l'économie avec ses deux sphères depuis plus de trois décennies, marquant une grande prospérité intellectuelle de l'école de Chicago. D'ailleurs, Robert Lucas en 2003 a affirmé que « *central problem of depression-prevention has been solved* ». De même, Olivier Blanchard a déclaré en 2008 que « *the state of macro is good* ». ³

Suite au déclenchement de la crise financière actuelle en 2008, les partisans de l'économie réelle ont regagné du terrain et ont pris leur revanche sur les partisans du « *tout financier* », de l'économie virtuelle⁴. Un bon nombre d'économistes pense qu'une grande responsabilité revient aux économistes de la théorie dominante en ce qui concerne cet évènement⁵. En effet, Richard Dale a publié un article en 2008 intitulé « *Crise financière : la faillite des chercheurs* » dans le quel il a beaucoup critiqué les financiers dans leur conception du fonctionnement des marchés selon la théorie dominante. Il accorde une grande responsabilité à la recherche académique dans cette crise, et par conséquent il met en cause la théorie financière. Cette mise en cause est justifiée par trois lacunes qui caractérisent cette approche théorique. Premièrement, depuis 1993, Dale a publié un ouvrage dans le quel il a montré comment, contrairement à la théorie financière, la structure financière peut influencer la stabilité du système financier. En effet, au début de cette crise, les pertes reconnues par quelques banques sur leurs portefeuilles de titres ont influencé négativement les marchés de crédit. Deuxièmement, les chercheurs en finance ont négligé les caractéristiques des booms des marchés des biens et de crédit. Alors que pour lui, les autorités nationales peuvent intervenir pour détourner ces booms financiers. Troisièmement, Dale a remarqué que historiquement, les financiers ont tendance à insister excessivement sur la rationalité des intervenants et à sous-estimer les phénomènes d'euphorie et de panique.

« *Ce que nous avons observé ces derniers mois est non seulement une fracture du système du monde financier, mais le discrédit d'une discipline, la finance. Il y a environ 4000 professeurs de finance dans les universités du monde, des milliers de papiers sont publiés chaque année, et pourtant la communauté universitaire n'a donné presque aucun, pour ne pas dire aucun avertissement sur le potentiel incendiaire des marchés financiers*

³ Krugman P (2009).

⁴ En 2007, aux Etats-Unis, les profits réalisés dans la finance ont représenté 40% de l'ensemble des profits des entreprises, alors que la valeur ajoutée de cette industrie financière ne représente que 10% de la valeur ajoutée des entreprises (Dervis (2009)).

⁵ Sylvie Morel a publié un article intitulé « *La crise économique : quelle responsabilité pour les économistes ?* » qui résume ces principales contributions théoriques.

globaux. *Est-il trop dur d'en conclure que malgré les ressources considérables qui nourrissent cette discipline, notre compréhension réelle du comportement des marchés financiers n'est pas aujourd'hui plus grande qu'elle ne l'était en 1929/33...ou en 1720.* »⁶.

Dans un article publié en mars 2009 dans *Affaires Universitaires*, intitulé « *La science incertaine de l'économie* », Daniel McCabe a collecté les points de vue d'un certain nombre d'influents économistes canadiens. Les points essentiels soulevés sont les suivants : i) l'échec des modèles économiques dominants qui mettent l'accent sur l'efficacité des marchés ii) la nécessité d'intégrer les modèles comportementaux dans l'économie iii) l'absence du pluralisme dans la théorie économique⁷ et iv) une sous-évaluation du risque et une incapacité d'interpréter les signes du marché.

Parmi ces économistes, Jack Mintz, Professeur de l'université de Calgary a déclaré :

« Nous, les économistes, sommes coupables ne pas avoir vu à temps les anomalies du système financier, reconnaît-il, indiquant que les investisseurs, les emprunteurs et les gouvernements n'ont pas su non plus interpréter les signes du marché. (...). Les économistes devront expliquer pourquoi le risque a été à ce point sous-évalué au cours des 20 dernières années. ».

Steve Keen (2009) a aussi rattaché la responsabilité du déclenchement de la crise actuelle à la théorie néoclassique dans son ensemble. Particulièrement, il a beaucoup critiqué sa composante financière. Ainsi, par la croyance à l'équilibre des marchés financiers et la défense de la déréglementation de la finance. Cette composante a contribué au développement des produits financiers qui ont causé la crise. Donc, selon lui, la théorie néoclassique est non seulement fautive, mais elle est aussi dangereuse.

David Colander., Hans Föllmer., Armin Haas., Michael Goldberg., Katarina Juselius., Alan Kirman., Thomas Lux & Brigitte Sloth, des économistes de nationalités différentes, allemands, américains, danois et français ont publié un article en 2009 intitulé « *The financial crisis and the systematic failure of academic economics* ». Dans ce cadre, ils évoquent la mauvaise orientation des travaux de recherche dans les universités du monde. En effet, les modèles de gestion du risque et les modèles macroéconomiques utilisés en finance sont caractérisés par un ensemble d'insuffisances méthodologiques et conceptuelles. Premièrement, ces modèles de finance se déconnectent de la réalité via la

⁶Dale (2008).

⁷ L'exclusion des professeurs « hétérodoxes » des départements d'économie au Canada.

négligence de l'hétérogénéité des règles de décision et la transformation du contexte social⁸ et via l'écartement des causes profondes de la crise. Deuxièmement, ces modèles sont inspirés de la théorie de l'équilibre général de Walras et « l'agent représentatif » et ils sont basés sur des données qui caractérisent les périodes de faible volatilité des marchés financiers. Donc, l'irréalisme de ces hypothèses fausse l'évaluation du risque associé aux produits dérivés et par conséquent ont aboutit à une mauvaise gestion du risque.

Dans ce sens, ces auteurs affirment : « *Moreover, the current academic agenda has largely crowded out research on the inherent causes of financial crises. There has also been little exploration of early indicators of system crisis and potential ways to prevent this malady from developing. In fact, if one browses through the academic macroeconomics and finance literature, "systemic crisis" appears like an otherworldly event that is absent from economic models.* ».

Sylvie Morel (2009 a) pense que la théorie néoclassique considère que le capitalisme est une « fatalité », vu qu'elle présente l'économie comme un « *fait de la nature* »⁹,

Sylvie Morel (2009c) a aussi fait assumer la responsabilité de la crise actuelle aux économistes et aux financiers qui ont développé des modèles de gestion du risque et des modèles macroéconomiques, basés sur l'autorégulation des marchés et la stabilité des économies. Ces modèles ont beaucoup contribué au développement des produits dérivés toxiques. Ils excluent de leur conception la notion de crise et qui ils ont considéré l'emploi et la ressource humaine comme une variable d'ajustement¹⁰ dans ce nouveau capitalisme.

Peter Söderbaum (2009) suppose que parmi les facteurs les plus importants qui ont contribué au déclenchement de la crise financière et la crise écologique actuelles, on peut citer la théorie néoclassique en tant que discipline dominante, et le néo-libéralisme en tant qu'une idéologie. En effet, la théorie néoclassique, en position de monopole dans les universités, a limité la recherche académique dans les départements d'économie et elle a par conséquent transformé les universités en des centres de propagandes politiques. Le néo-libéralisme a contribué à la grande déréglementation des économies et le désengagement des Etats.

⁸ Comme des facteurs décisifs dans l'évolution des comportements des acteurs financiers.

⁹ L'économie est « *un fait de nature* » signifie essentiellement son fonctionnement selon des lois économiques du marché.

¹⁰ Par le moyen de la flexibilité des salaires et la transformation des modes de la rémunération, le partage de la valeur ajoutée est devenu en faveur des dividendes.

Selon Robert Costanza (2009), la crise actuelle est le produit du modèle économique actuel basé sur l'idéologie du libéralisme des marchés et la génération de la croissance avec n'importe quels coûts.

Thomas I. Palley (2009) préconise que le système économique actuel a été incapable de générer une croissance avec une prospérité partagée également entre les différents acteurs. Actuellement, ce modèle est devenu incapable de générer cette croissance, même avec des inégalités. L'auteur suppose que les économistes ne peuvent pas changer d'idées, car il ya des obstacles profonds, politiques, sociologiques et intellectuels. Le retour actuel à des recommandations keynésiennes est un changement temporaire pour amortir les effets de la crise, et par la suite, on revient au paradigme néoclassique dominant, qui a contribué à l'échec catastrophique du fonctionnement des économies.

Donc, la crise actuelle est due en grande partie aux économistes de la théorie dominante avec ses différentes composantes. Dans ce contexte, Brad Delong a parlé d'un « *effondrement intellectuel* » d'école de Chicago¹¹. La question qui se pose ; quelle est la position des autres théories déjà existantes ?

II. Les économistes de gauche : propositions non pratiques

Dans un autre extrême, les économistes de gauche, qui sont généralement francophones, supposent que le système capitaliste est en pleine faillite. La régulation et les centaines de milliards d'euros et de dollars injectés dans les économies des grands pays développés ne sont pas efficaces dans le rétablissement du capitalisme et le dépassement de la crise. Pour eux, ce qui est atteint par le capitalisme est catastrophique et irrécupérable. La solution se trouve dans le changement du système. Une solution qui semble difficile en termes de réalisation à court terme notamment avec l'accélération de la mondialisation. Il est difficile de rompre à court terme avec les pratiques du capitalisme. En effet, la recherche d'une répartition égale de la richesse exige la baisse des profits qui sont limités actuellement à cause de la crise. Un bon nombre de travaux, articles et débats, sont publiés dans ce cadre.

Guertechin (2009) défend la supériorité du socialisme par rapport au capitalisme et affirme que les vraies alternatives se trouvent dans le dépassement du capitalisme et non dans son aménagement.

¹¹ Krugman P (2009).

La Revue "l'Humanité" a publié un article en octobre 2008 qui s'intitule « *Face à la crise, des économistes de gauche présentent leurs solutions* ». Il résume le débat du conseil national du Parti communiste en France. Nous reportons ci-dessous l'apport d'un ensemble d'auteurs qui y ont participé.

Paul Boccara affirme que « *Aller au-delà de l'alternative marché ou Etat. (...). Il est impossible de revenir sur un capitalisme de grand-papa ou de Keynes, car les transformations très profondes qui ont exacerbé le capitalisme sont irréversibles* ».

Stephen Bouquin stipule « *le maître mot aujourd'hui, c'est réguler. Je dirais : chiche ! Mais réguler en fonction de qui, de quoi ? En fonction de l'accumulation du capital, ou selon les besoins sociaux, la sécurité sociale des salariés ? On peut aussi dire que réguler le capitalisme, c'est comme demander à un tigre de manger de la salade. La notion de régulation est à la fois un piège et peut ouvrir des perspectives sur le plan idéologique. (...). On ne peut pas formuler une critique cohérente de ce système si on ne met pas en avant le projet d'une autre société. Il faut oser dire qu'on dit aujourd'hui en Amérique latine : on veut une société de transition socialiste qui nous sorte de cette société capitaliste* ».

Frédéric Lordon voit de sa part que « *l'hypothèse de fermer la bourse doit au moins être mise sur la table. (...). L'incapacité du système à maîtriser ses risques n'est pas accidentelle ou transitoire, c'est une incapacité essentielle, ontologique* ».

Nasser Mansouri suppose « *que nous sommes devant une crise structurelle profonde, qui résulte d'une crise de rentabilité du capital. Pour augmenter cette rentabilité, les entreprises accentuent la pression sur le monde du travail. Partout dans le monde, la part des salaires dans la valeur ajoutée a diminuée. (...). Pour en sortir, il y a besoin de nouvelles régulations pour une stratégie de développement économique et social. Il ne s'agit pas de refonder le capitalisme, comme dit Nicolas Sarkozy, mais de créer les conditions pour que l'ensemble des travailleurs, en France et dans le monde, puissent vivre décemment de leur travail* ».

Samir Amin a aussi publié en 2009 un article qui s'intitule « *Sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise ?* ». La réponse pour lui est évidente, pour sortir de la crise du capitalisme, il faut sortir du capitalisme en crise. « *Refonder le capitalisme* » et « *moraliser les opérations financières* » sont des grands mots utilisés pour détourner les grandes et vraies questions.

Amin (2009) a aussi critiqué les économistes de gauche qui ont accepté une idée erronée qui suppose la rationalité des marchés, la flexibilité du capitalisme et sa capacité d'ajustement aux besoins du progrès technologique et même social. Ils ne sont pas encore bien préparés pour faire face aux défis des peuples. La vraie solution n'est pas la réparation des dégâts mais le dépassement des logiques fondamentales du capitalisme.

Le Manifeste de Québec Solidaire a publié en 2009 un article qui s'intitule « *pour sortir de la crise : dépasser le capitalisme ?* ». La principale conclusion de ce travail est que pour dépasser la crise, il faut dépasser le capitalisme et chercher d'autres alternatives radicalement différentes sur tous les plans. L'expérience de la gauche en Amérique Latine et en Europe et les révoltes populaires en Afrique et en Asie donnent l'espoir.

Lionel Jospin, dans le cadre des travaux de « Jean-Jaurès fondation » a publié un article en 2009 qui s'intitule « *Les socialistes face à la crise du capitalisme* », a parlé de la nécessité d'un apport intellectuel et d'un engagement politique des socialistes pour dépasser le stade de l'aménagement et la moralisation du capitalisme et avoir la conviction de sa transformation.

A la lumière de ces idées, les auteurs d'inspiration marxistes sont pour la remise en cause totale du système capitaliste. C'est l'occasion, pour eux de développer de nouveau la pensée socialiste. Cependant, cette solution semble difficile en termes de réalisation, car elle exige une rupture totale avec la logique du capitalisme, sans passer par une étape intermédiaire. Elle est caractérisée en quelque sorte par la loi de « *tout ou rien* ». En plus, cette solution ne porte pas de nouvelles, elle est toujours la même et elle ne se présente sérieusement que lorsque le capitalisme tombe en crise. Autrement dit, les économistes de gauche n'ont pas renouvelé et n'ont pas adapté leur programme de recherche. Ils n'ont pas insisté sur l'utilité de leur programme, surtout après l'effondrement de l'URSS.

Donc, actuellement, le programme proposé par les socialistes est de dimension de moyen et long terme, et la crise actuelle exige une solution urgente. La question qui se pose qu'est ce qu'il reste comme d'autres alternatives ?

III. Les keynésiens : recommandations pratiques critiquées en termes de résultats

Entre ces deux extrêmes, les keynésiens ont manifesté suite au déclenchement de la crise par la proposition d'un ensemble d'idées, qui visent l'aménagement du système capitaliste par le moyen de la réglementation de la sphère financière internationale et

l'adoption des plans de relance afin sortir de la crise. La réalisation de ces idées est concrétisée par les recommandations du G20, qui a multiplié ses réunions dans le but de trouver des solutions à cette crise.

A la tête de ces économistes keynésiens, on trouve essentiellement le Prix Nobel, Paul Krugman qui a publié un article en 2008, s'intitule « *What to do* », dans le quel il suppose que la crise actuelle nous place dans une situation purement keynésienne. Pour sortir de cette crise, il faut d'abord réparer le système financier puis adopter des plans de relance budgétaires. Il suppose aussi que si les Etats-Unis n'ont pas atteint de résultats significatifs par le premier plan, c'est parce qu'il y a deux raisons. Premièrement, ce plan est insuffisant. Deuxièmement, ce premier plan consiste à baisser les impôts, a encouragé les ménages à épargner et non à dépenser. La sortie de cette crise exige un effort plus important ; autrement d'autres plans de dépenses pour financer les infrastructures.

« First, we need to deal with the clear and present danger. To do this, policymakers around the world need to do two things: get credit flowing again and prop up spending. (...). All these actions should be coordinated with other advanced countries. The reason is the globalization of finance. (...). The actual results were, however, disappointing, for two reasons. First, the stimulus was too small, accounting for only about 1 percent of GDP. The next one should be much bigger, say, as much as 4 percent of GDP. Second, most of the money in the first package took the form of tax rebates, many of which were saved rather than spent. The next plan should focus on sustaining and expanding government spending-sustaining it by providing aid to state and local governments, expanding it with spending on roads, bridges, and other forms of infrastructure. (...). As readers may have gathered, I believe not only that we're living in a new era of depression economics, but also that John Maynard Keynes-the economist who made sense of the Great Depression-is now more relevant than ever. »¹².

On trouve aussi d'autres économistes keynésiens qui travaillent actuellement avec le président américain Obama, dont on peut citer Bernanke le président actuel du FED, un universitaire spécialiste dans les travaux sur le New-Deal et Christiania Romer, présidente du conseil des économistes de la maison blanche, une universitaire spécialiste aussi dans les travaux sur le New-Deal et la politique fiscale.

¹² Krugman P. (2008)

Ces économistes ont inspiré les recommandations du G20 et les gouvernements des principaux pays développés d'adopter des politiques de relance très importantes pour sortir de la crise. Par exemple, le plan de relance américain actuel coûte une dépense totale d'un montant de 787.2 MD¹³, soit 5.5% du PIB américain. C'est un montant qui a causé un déficit public de 1700 MD, soit 11.2% du PIB. (Raveaud et Sauviat (2009)).

Christiania Romer (2009), en tant que présidente du conseil des économistes de la maison blanche, estime que ce plan va accroître le PIB américain de 3.7% à la fin de l'année 2010 par rapport à son niveau sans ce plan de relance. Des estimations basées sur un effet multiplicateur estimé par cette équipe à une valeur de 1.5 pour la hausse des dépenses et une valeur de 1 pour les allègements fiscaux pendant une période de 18 mois.

Cette approche des grands aménagements du système capitalisme est très critiquée par des économistes académiques anglo-saxons qui ont multiplié leurs publications surtout pour critiquer l'efficacité des plans de relance adoptés par les grands pays touchés par la crise.

Commençons d'abord par l'article de Pascal Salin (2009) qui a expliqué cette crise par l'intervention de l'Etat dans les Etats-Unis. Plus précisément, c'est la politique monétaire du FED qui a causé la crise, propagée par la suite vers l'Europe. Pour lui, la solution ne se trouve pas dans l'intervention des Etats et des organismes internationaux, mais dans le libre jeu des mécanismes du marché. La faillite des entreprises et des banques et les chômeurs n'est que le coût très élevé de l'ajustement. Supporter ce coût à court terme est mieux que cacher les vrais problèmes à long terme.

Moez Labidi (2010), a évoqué la question du dérapage des finances publiques dans la zone euro, particulièrement en Grèce, Portugal, Espagne et l'Italie. Ainsi, il justifie la crise d'endettement dans ces pays par les plans de relance adoptés par ces pays pour faire face à la crise financière actuelle.

Concernant les travaux des anglo-saxons, on peut citer en première position l'article de Robert Barro qui s'intitule « government spending is no free lunch » publié en 2009 dans le quel il suppose que l'effet multiplicateur des dépenses publiques est nul et par conséquent les politiques de relance sont inefficaces. Ce point de vue est justifié par son estimation d'un coefficient multiplicateur des dépenses militaires très faible aux Etats-Unis pendant les quatre guerres (la première guerre mondiale, la seconde, la guerre du Vietnam et celle de la Corée).

¹³ Dont les 2/3 représentent une augmentation des dépenses et le 1/3 traduit des allègements fiscaux.

Gregory Mankiw dans son article « *Is government spending too easy an answer ?* » publié en 2009 a critiqué la première composante du plan de relance américain qui consiste à augmenter les dépenses publiques. Pour lui, cette hausse est inefficace et néfaste à l'économie dans la mesure où elle évince les dépenses privées. Les ménages vont épargner pour payer leurs dettes. L'auteur préfère la deuxième composante d'allègements fiscaux, car elle encourage la production et l'embauche¹⁴.

Ike Brannon, Former Senior Advisor et Chris Edwards dans leur article « *The troubling return of keynesianism* » publié en 2009 ont qualifié le retour des idées keynésiennes par le retour d'un « *ancien mode* » qui ne fait que nous troubler.

Alan Reynolds dans son article « *Big government, big recession* » paru en 2009 a montré aussi comment les grandes interventions publiques ne peuvent que produire des grandes et longues récessions économiques. Il a justifié cette idée par l'existence d'une relation entre la part des dépenses publiques dans le PIB et le changement du PIB dans les grands pays développés. En effet, au fur et à mesure que la part des dépenses publiques dans le PIB augmente, le PIB diminue.

Robert Barro et Charles Redlick, dans un article « *Stimulus spending dosen't work* » publié en 2009, ont montré comment les résultats des travaux empiriques disponibles ne confirment pas l'idée selon laquelle on peut stimuler l'activité économique par l'augmentation des dépenses publiques. Au contraire, un allègement fiscal peut augmenter le PIB. En plus, le multiplicateur des dépenses publiques militaires aux Etats-Unis est inférieur à 1 (entre 0.6 et 0.7) lorsque le taux de chômage est de 5.6% et peut atteindre au maximum la valeur 1 si le taux de chômage passe à 12%.

John Diamond dans son article « *Fiscal stimulus 101 : lower taxes and sensible spending* » publié en 2009 explique le problème qui se pose au niveau des plans de relance lancés par un certain nombre de pays développés, dont essentiellement les Etats-Unis. Selon lui, aucun ne peut connaître la valeur actuelle de l'effet multiplicateur des dépenses publiques. Les estimations effectuées par les experts sont controversées. L'effet multiplicateur est très modeste et par conséquent on ne peut pas dépasser la crise actuelle par ces plans de relance. Il suppose aussi qu'il est très difficile, voire même impossible de mobiliser une dépense de telle ampleur dans un bon délai et d'une manière non corrompue. De même, la crise financière n'est pas la seule qui nous frappe. Donc, il propose de rompre

¹⁴ Une logique d'un économiste d'offre.

avec l'approche traditionnelle des dépenses publiques basée sur l'effet multiplicateur et d'adopter une approche de dépenses publiques raisonnables qui ajoutent un plus à l'activité économique. Concernant les allègements fiscaux, cette politique peut sensibiliser les agents économiques à travailler et à investir plus.

John Taylor dans son article « *Why permanent tax cuts are the best stimulus* » paru en 2009 a montré comment les allègements fiscaux ne peuvent stimuler l'activité économique que lorsqu'ils sont permanents. Un point de vue conforme à la théorie du revenu permanent de Friedman et de cycle de vie de Modigliani. En effet, pour les Etats-Unis, les allègements fiscaux sur les revenus des ménages pendant les trois mois de mai, juin et juillet 2008 ont augmenté leurs revenus, mais ils n'ont pas augmenté leurs consommations et par conséquent ils n'ont pas stimulé l'activité économique américaine. Pour lui, l'approche keynésienne traditionnelle de relance de l'activité économique n'est plus d'actualité. Elle est statique, alors que le contexte international actuel est dynamique, complexe et caractérisé par la prise des décisions sur la base des anticipations.

Cwik Tobias et Wieland Volker (2009) ont essayé d'estimer l'effet multiplicateur des dépenses publiques¹⁵ de quelques pays européens dans leurs politiques de relance pour faire face à la crise actuelle. Les onze pays choisis disposent 99% des richesses de l'Europe. Ils ont utilisé cinq modèles macroéconomiques néokeynésiens de simulation, caractérisés par un ajustement lent du fait de la rigidité des prix et des salaires. Ces modèles sont utilisés par quelques institutions internationales comme la Banque Centrale Européenne, la Commission Européenne et le Fonds Monétaire International. Les quatre premiers modèles, dont les décisions des ménages et des entreprises sont orientées par leurs anticipations des changements futurs de la politique gouvernementale, ne confirment pas l'effet multiplicateur des dépenses publiques. L'augmentation du PIB est inférieure à l'augmentation des dépenses publiques avant de reculer par la suite. Au contrario, ces dépenses entraînent une baisse de la consommation et de l'investissement privés. Les ménages et les entreprises privés diminuent leurs dépenses, car ils anticipent une hausse du taux d'intérêt et un alourdissement de la fiscalité dans le futur. Même la politique monétaire adopté en 2009 dans quelques pays pour empêcher la hausse du taux d'intérêt n'a pas réussi. Au contraire de ces quatre premiers modèles, le dernier modèle qui ignore la vision future des ménages et des entreprises dans leurs décisions confirme bien l'effet

¹⁵ Ils ont préféré la hausse des dépenses publiques par rapport à la baisse des impôts et la hausse des transferts, car dans l'approche keynésienne traditionnelle, ces dépenses génèrent l'effet multiplicateur le plus important.

multiplicateur, mais seulement à court terme, mais cet effet devient par la suite négatif. De même, l'utilisation d'un modèle parmi les quatre premiers, avec des anticipations rationnelles des ménages et des entreprises, montre que le plan de relance allemand¹⁶ exerce des effets « spillovers » très faibles sur la France et négatifs pour le cas de l'Italie en fin 2009.

En parallèle aux difficultés de la politique budgétaire, les banques centrales ont échoué dans la relance de l'activité économique par la politique monétaire, qui consiste à baisser les taux d'intérêts. Ainsi, actuellement, l'économie américaine est caractérisée par une situation de trappe à la liquidité. ((Krugman (2009) et Labidi (2009)).

En guise de conclusion, nous pouvons affirmer que la théorie keynésienne a fourni des outils pratiques pour dépasser la crise dans les grands pays. Mais, ces politiques sont de court terme alors que la crise actuelle est un cumul de problèmes de long terme. Elle trouve ses origines dans la crise d'endettement du début des années quatre-vingt. De même, les résultats de ses mesures de politiques économiques ne sont pas encore convaincants, et cette approche reste très critiquée dans le milieu académique américain.

Conclusion

Les économistes de l'approche dominante sont certains de l'efficacité des marchés, de la rationalité des agents économiques et de la capacité des modèles très sophistiqués à gérer le risque dans la sphère financière. Ils ont négligé quelques éléments qui caractérisent actuellement les économies dont essentiellement l'hétérogénéité des règles de décisions, la transformation du contexte social, les phénomènes d'euphorie et de panique. Ils ont sous-estimé les risques associés aux nouveaux produits financiers. Cette approche basée sur ces hypothèses et en négligeant ces éléments, a beaucoup contribué au déclenchement de la crise.

Les économistes de gauche, qui étaient absents avant la crise, n'ont pas fourni des solutions pratiques dans l'immédiat. Ainsi, ils proposent des solutions de moyen et long terme qui visent une rupture profonde avec le capitalisme.

Entre ces deux extrêmes, les keynésiens ont guidé les décideurs en matière de politique économique dans leurs décisions. Ces décisions, dont la mise en pratique est très coûteuse, n'ont pas encore donné des résultats satisfaisants. Ces décisions sont très

¹⁶ En termes de dépenses, ce plan représente 49.7% des plans des autres pays choisis.

critiquées par des économistes de grand calibre. Elles sont interprétées par le retour de l'« *ancien mode* » du keynésianisme et des réactions sans réflexion de la part des responsables en périodes de crises. Elles sont aussi considérées comme des solutions de court terme pour des problèmes de long terme. Contrairement à la crise des années trente qui était à l'origine de l'apparition du keynésianisme, cette crise n'a pas abouti à une nouvelle approche théorique.

Dans la mesure où les économistes sont impliqués dans le déclenchement de la crise, ils n'ont pas proposé des solutions immédiates et efficaces pour la dépasser, on peut dire que cette crise a interpellé les économistes et a en quelque sorte mis en cause leur profession.

Pour dépasser cette situation, les économistes sont devant l'obligation de défendre le pluralisme des approches dans l'économie, d'intégrer dans leurs analyses la psychologie sociale et des considérations éthiques. (Söderbaum (2009)).

Dans sa théorie du « *capitalisme raisonnable* », J. R. Commons, a beaucoup insisté sur la dimension sociale de l'économie. Selon lui, l'objet de l'économie n'est pas la relation entre les individus et les choses matérielles, mais entre les individus. Ainsi, économie, droit et éthique sont indissociables. (Morel (2009 a)).

Bibliographie

Amin S. (2009), « Sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise ? », Troisièmes Journées du Développement du GRES.

Barro R. J. (2009), « Government Spending Is No Free Lunch », The Wall Street Journal, January 22.

Barro R. & Redlick C. J. (2009), « Stimulus Spending Doesn't Work », The Wall Street Journal, 1 October.

Ben Mbarek M. & Hamdi M. T. (2009), « La régulation du capitalisme face à la menace des grandes crises économiques », Forum de la Régulation, 1 et 2 décembre 2009, Paris, France.

Brannon I., Advisor F. S. & Edwards C. (2009), «The Troubling Return of Keynesianism», Tax & Budget Bulletin, n° 52, January

Cartapanis A. (2009), « La crise financière, ses causes, son déroulement, ses conséquences. Quelles leçons ? Sous l'égide du G20 : vers une nouvelle architecture de la finance mondiale ? », Journée d'étude de l'OFCE, Paris.

Colander D. & alii (2009), « The Financial Crisis and the Systemic Failure of Academic Economics », The Dahlem Report.

- Costanza R. (2009), « Toward a new sustainable economy », *real-world economics review*, issue no. 49, 12 March.
- Cwik T. & Wieland V. (2009), « Keynesian government spending multipliers and spillovers in the euro area », Goethe University Frankfurt.
- Dale R. (2008), « Crise financière : la faillite des chercheurs », *Télos*, 1^{er} décembre.
- De Vroey M. (2009), « Les libéralismes économiques et la crise », *Revue Française d'Economie*, n°2/vol.XXIV
- Dervis K (2009), « La crise mondiale : enjeux et réformes », *Politique Etrangère*, 1.
- Diamond J. W. (2009), « Fiscal Stimulus 101: Lower Taxes and Sensible Spending », James A. Baker III Institute for Public Policy Rice University.
- Fama E. F. (1970), «Efficient Capital Markets: A Review of Theory and Empirical Work», *The Journal of Finance*, vol. 25, n°. 2.
- Gatinois C. & Mamou Y. (2008), « Est-ce la fin du capitalisme financier de type anglo-saxon ? Six économistes répondent », *Le Monde*, 30 septembre 2008.
- Humanité (2008), « Face à la crise, des économistes de gauche présentent leurs solutions », 17 octobre.
- Jospin L. (2009), « Les socialistes face à la crise du capitalisme », *Les essais*, Jean-Jaurès Fondation.
- Keen S. (2009), « Mad, bad, and dangerous to know », *real-world economics review*, issue no.49, 12 March.
- Krugman P. (2008), « What to do », *The New York Review of Books*, Vol.55, number.20, December 18.
- Krugman P. (2009), « How Did Economists Get It So Wrong? », *The New York Times Magazine*, September 6.
- Labidi M. (2008), « Une crise de la finance moderne: excès de spéculation, d'opacité et déficit de réglementation », *l'Economiste maghrébin*, du 22 au 5 novembre.
- Labidi M. (2009), « Les banques centrales face à la crise financière : quelle efficacité pour la politique monétaire ? », *l'Economiste maghrébin*, du 14 au 28 janvier.
- Labidi M. (2010), « La montée du risque de défaut souverain en zone euro ranime les incertitudes quant à la solidité de la reprise », *l'Economiste maghrébin*, du 3 au 17 Janvier.
- Manifeste de Québec Solidaire (2009), « Pour sortir de la crise : dépasser le capitalisme ? », Montréal, Québec.
- Mankiw G. N. (2009), « Is Government Spending Too Easy an Answer? », *The New York Times*, January 11.
- McCabe D. (2009), « La science incertaine de l'économie », *Affaires universitaires*, avril.
- Melloan G. (2009), « We're All Keynesians Again », *The Wall Street Journal*, January 13.
- Morel S. (2009 a), « Le capitalisme : cet impensé des économistes « orthodoxes » », ECONOMIEautrement.org
- Morel S. (2009 b), « La crise économique : quelle responsabilité pour les économistes ? », ECONOMIEautrement.org

- Morel S. (2009 c), « La critique de la théorie économique ou l'enjeu de la compréhension des faits économiques », *ECONOMIEautrement.org*
- Palley T. I. (2009), « After the bust: the outlook for macroeconomics and macroeconomic policy », *real-world economics review*, issue no. 49, 12 March.
- Raveaud G. & Sauviat C. (2009), « Etats-Unis, le plan de relance américain : un nouveau New Deal ? », *Chronique internationale de l'IRES*, n°117, mars.
- Reynolds A. (2009), « Big government, Big recession », *The Wall Street Journal*, August 21.
- Romer C. (2009), «The Case for Fiscal Stimulus: The Likely Effects of the American Recovery and Reinvestment Act», February 27, http://news.uchicago.edu/files/newsrelease_20090227.pdf.
- Söderbaum P. (2009), « A financial crisis on top of the ecological crisis: ending the monopoly of neoclassical economics », *real-world economics review*, issue no. 49, 12 March.
- Taylor J. B. (2008), « Why Permanent Tax Cuts Are the Best Stimulus », *The Wall Street Journal Europe*, 20 November.
- Terninch P. (2009), « Le mythe de l'auto-régulation des marchés et la crise actuelle ... », *WordPress*, 21 Janvier.